

Imbroglia autour de l'habitat social de la SNLS

La guerre à l'occupation anarchique des logements

Depuis quelques jours, la zone nord de Libreville, notamment la Cité de l'émergence est en ébullition. Telle la ruée vers l'or, les Gabonais démunis se sont installés dans les maisons préfabriquées construites par les Turcs et non livrées aux ayants-droit. Matérialisant de fait l'échec d'Ali Bongo à doter ses « compatriotes » d'un logement, alors qu'il avait promis de construire 5000 logements par an. Quelle honte !

Georges Ogandaga

En 2009, pour bien se faire voir, Ali Bongo promet aux Gabonais la construction de 5000 logements par an. Rêve et tromperie d'un président captif de plusieurs défauts : absence d'un réel acte de naissance, inexistence d'un jugement d'adoption, chef d'un clan qui est mauvais pour la sérénité, la renommée, la sécurité, la vie des personnes et la société.

Sept ans après, on ne peut que constater la grande désolation. Et parce qu'ils ont compris qu'Ali Bongo a souvent tenu des propos mensongers destinés à prendre avantage sur eux. Les Gabonais de tout âge, en détresse, ont choisi de prendre d'assaut les maisons préfabriquées construites par les Turcs, sujets de Recep Tayyip Erdogan, inspirateur du potentat du Gabon.

A l'extérieur de l'une des maisons, est assise une des occupantes. Son regard est peu rassurant ; on y lit la peur d'être chassée. Elle déclare : « *comme vous pouvez le constater, il y a du monde ici. Las de rester sans obtenir les maisons sociales promises par le président, nous avons décidé de venir, avec les autres, nous imposer comme propriétaires.*

Moi je n'ai pas pu m'imposer car étant faible. Vous voyez, j'ai encore les traces de violence, car lors de l'occupation des maisons, il faut faire jouer ses muscles. Je me suis résolue à occuper ce container. C'est mon choix. Il y a ceux qui ont pris plusieurs maisons. Nous attendons qu'il y ait une autre distribution pour que ma sœur et moi ayons notre maison ». Notons que cette compatriote est dans le second bloc qui manque de tout.

Certains propriétaires de maisons dans le premier lot de celles achevées connaissent des problèmes : absence d'eau. L'un d'eux signale : « *j'ai cru en cette idée. Je fais partie des bénéficiaires du premier tirage. J'ai une maison avec les manquements à l'intérieur. Nous avons l'électricité, mais il manque de l'eau. Du coup, nous sommes contraints de parcourir des kilomètres pour chercher ce précieux liquide. Mais ce qui est arrivé ici*



La lenteur dans la distribution a entraîné l'occupation anarchique des logements.



Les maisons à l'origine du conflit à Akanda.

depuis quelques jours se passe de tout commentaire. Les gens sont arrivés de partout pour occuper ces logements. L'Etat dans ces conditions est défaillant. Nous attendions le second tirage et la finition de ces maisons, mais rien n'a été fait. Et il était prévu qu'après ici, les travaux se poursuivraient dans les autres lotissements. Mais tout s'est arrêté. Les Turcs sont partis. La solution n'est pas au déguerpissement des populations. Bien au contraire. Même les gendarmes, les policiers, les militaires et la garde républicaine envoyés pour chasser ceux qui ont occupé les logements ne l'ont pas fait ; ils ont, eux aussi, occupé lesdites maisons. C'est une situation complexe. Avec Omar, il y avait déjà le déficit. Avec Ali, le déficit s'est aggravé. Car n'ayant pas honoré ses engagements ».

Ce ne sont même pas des maisons, tempête Arlette Mba Ndong. «

Elles ressemblent à des boîtes d'allumettes ne pouvant pas contenir les nombreuses familles gabonaises. C'est de l'amateurisme. C'est aussi le fruit de l'échec d'un régime dont la communication a trompé les Gabonais », constate cette compatriote complètement désabusée.

Le même scénario est vécu du côté de Bikelé où les populations se sont installées dans les logements sociaux construits. En réalité, les Gabonais sont fatigués de vivre dans les trous et aspirent à des habitats modernes, souligne un psychologue. Pour l'heure, l'occupation de ces logements est une réalité. Qu'il en soit ainsi ! Dans un pays où l'Etat n'existe que de nom, n'œuvrant pas pour le bonheur collectif des populations, s'imposer devient la solution. Les populations l'ont compris. ■

(Affaire à suivre)